

➔ Un nouveau ministre inquiétant

En tant que directeur de l'enseignement scolaire ou directeur de cabinet adjoint, **Jean-Michel Blanquer** était en responsabilité lors des pires réformes Darcos et Chatel (lycées, évaluations en primaire...).

Dans un livre programme sorti en janvier 2017, "*L'École de demain*", quatre grands axes sont développés, qui semblent avoir fortement inspirés le candidat Macron :

- Renforcer les pouvoirs des chef-fes d'établissement et des directeur-trices d'école, sur le recrutement des personnels.
- Autonomie des chef-fes d'établissement dans la ventilation des horaires entre les disciplines.
- Création d'un collège commun où les élèves seront réunis en groupe de compétences et où les plus faibles seront orientés de manière précoce dans l'enseignement professionnel régionalisé.
- Annualisation du temps de service des enseignant-es.

Reste à savoir dans quelle mesure le nouveau ministre mettra en œuvre son "École de demain"...

➔ En Marche !... pour le lycée de la mise en concurrence

Selon notre nouveau président, "*nous moderniserons le baccalauréat*". Concrètement, "*il y aura désormais quatre matières obligatoires à l'examen final. Les autres seront validées par un contrôle continu*". Pourquoi quatre ? Lesquelles ? Les autres disciplines sont-elles secondaires ? Autre problème : un contrôle continu sur la base des Contrôles en Cours d'Année (CCA) de langues va multiplier nos tâches sans favoriser la réussite des élèves. Pire encore, en cas de contrôle continu classique, la porte de la mise en concurrence généralisée sera définitivement ouverte : contournement accentué de la carte scolaire, accroissement des inégalités entre établissements... Une proposition d'ailleurs cohérente avec la proposition de M. Macron d'approfondir l'autonomie des chef-fes d'établissement complétée d'un "diagnostic des missions de l'établissement" tous les trois ans, cheville ouvrière de la contractualisation des moyens, dénoncée par la CGT.

De même, selon M. Macron, "*Le lycée doit préparer aussi bien à une insertion professionnelle rapide et réussie qu'à la poursuite d'études supérieures*"... Visiblement, le lycée n'a plus vocation à permettre l'émancipation des élèves. Ne doutons pas que le président de l'ubérisation de la société, lorsqu'il parle d'insertion professionnelle, ne parle pas de qualifications protectrices qui permettront de passer aisément d'un emploi à l'autre. Il parle, comme ses ami-es du MEDEF, de faire des salarié-es "employables", c'est-à-dire ajustés-es à une tâche professionnelle et donc dépendant-es complètement des emplois auxquels on les destine. Ainsi, non seulement il n'y a aucune remise en question de la réforme des lycées, mais ces propositions les aggravent !

Enfin, notre nouveau président parle d'accompagnement des élèves par des "bénévoles" et des étudiant-es. Il suppose donc qu'aucune qualification n'est nécessaire pour accompagner les élèves...

Définitivement, NON M. Macron, l'école que vous voulez n'est pas la nôtre et nous serons sur votre chemin pour nous opposer à vous !

➔ Moins de fonctionnaires et un statut attaqué

"*120 000 fonctionnaires en moins mais un service public renforcé*". Comme depuis 10 ans, le but est donc de faire mieux avec moins, ce qui impliquera, dans les faits, une baisse des services rendus aux usagers et une détérioration des conditions de travail des personnels. Pour cela, la recette managériale habituelle : autonomie des chef-fes de services, individualisation des carrières et des salaires... **Bref, la concurrence entre les personnels et la division.**

➔ École élémentaire : les poncifs et la surcharge des classes

Comme d'habitude, on ressort le laïus sur les fondamentaux "**Lire, Écrire, Compter**" sans que l'on comprenne bien ce que cela implique réellement en termes de programmes et de pédagogie.

Le noble objectif de diviser par deux les effectifs de CP et CE1 en REP et REP+, avec 12 000 postes en plus, cache en fait le redéploiement de 6 000 à 10 000 postes : **donc la montée des effectifs par classe partout ailleurs !**

➔ L'apprentissage "en marche" forcée

La "révolution" promise par M. Macron n'est donc que la continuation, en pire, des mêmes politiques, "et de droite et de gauche", suivie depuis plusieurs années : faire de l'apprentissage la réponse magique à l'échec scolaire et au chômage des jeunes. Peu importe que les plans précédents n'aient permis ni l'un ni l'autre et que les entreprises ne souhaitent manifestement pas embaucher des apprenti-es en pré-bac, **il s'agit d'imposer une vision libérale de la formation professionnelle en la privatisant et en menaçant le statut des PLP.**